

# Laissez vivre les chrétiens en Orient

*par André Chamy*

Alors que les chrétiens sont persécutés à Mossoul (Irak), la France a proposé de les accueillir. Ce faisant, elle renonce à les défendre et participe au plan des États-Unis et d'Israël de les anéantir. Historiquement, les chrétiens d'Orient n'ont jamais pu compter sur ceux d'Occident qui tentèrent d'occuper leurs pays durant les croisades, puis la colonisation. André Chamy revient sur les plans occidentaux du dernier siècle visant à les chasser pour que la région devienne le théâtre d'un affrontement entre juifs et musulmans.

RÉSEAU VOLTAIRE | PARIS (FRANCE) | 31 JUILLET 2014



**L**es chrétiens d'Irak, une des plus anciennes communautés chrétiennes du Levant, représentent près de 2 % de la population du pays. Encore au nombre d'un million en 1980, on dit aujourd'hui que leur survie est compromise.

Après un ultimatum des djihadistes de l'État islamique lui ordonnant de se convertir à l'islam ou de payer l'impôt des non-musulmans [1], la communauté chrétienne de Mossoul a dû

fuir vers le Kurdistan irakien.

Difficile de savoir combien de chrétiens sont restés à ce jour en Irak. Mais l'on dispose tout de même de quelques chiffres, diffusés par les communautés religieuses elles-mêmes : ils étaient encore 1 000 000 au moment de la première guerre du Golfe en 1991, et 800 000 lors de l'invasion états-unienne de 2003. Depuis onze ans, un millier de chrétiens ont été tués et environ 400 000 auraient quitté le pays. Il resterait 400 000 chrétiens encore présents en Irak dont l'importante communauté de Bagdad (entre 100 et 150 000 personnes).

Face à cela, la France se déclare prête à « favoriser l'accueil » des chrétiens fuyant l'Irak par la voix de ses ministres des Affaires étrangères et de l'Intérieur. La France, animée d'un prétendu élan de générosité, au prétexte de protéger les chrétiens d'Orient, les invite à quitter leur pays.

Surprenante démarche !... Car aucun n'a demandé à être déraciné de sa terre, mais à s'y maintenir. Oui, c'est bien cela, leur terre ! Comme s'il y avait un doute. Être chrétien n'est pas une nationalité, n'en déplaît à Messieurs Fabius et Cazeneuve. Les hommes dont il est question en l'occurrence sont Libanais, Syriens, Irakiens, Palestiniens, Égyptiens..etc.

Ils vivent dans cette région du monde depuis deux millénaires, et ont participé activement à son histoire, à sa culture, et à sa civilisation. Ils n'ont jamais eu besoin de protecteur, et les seules fois où ils se sont vus sous protectorat ne leur ont pas porté bonheur. Songeons en particulier aux chrétiens du Liban, dont certains avaient cru que l'Occident pouvait les protéger, alors que celui-ci les a sacrifiés au profit des intérêts particuliers du jeu des nations.

## Deux poids, deux mesures

Cette pseudo-générosité va diviser une fois de plus les Français.

Certains vont réaffirmer qu'il n'y a plus de place pour les

étrangers chez nous, d'autres diront que la France a pour mission de protéger les chrétiens d'Orient ; certains encore s'interrogeront sur l'hypocrisie qu'il y aurait pour la France d'accueillir un million d'Irakiens chrétiens, acceptant que dans le même temps, d'autres, non-chrétiens, se fassent massacrer ailleurs en Orient... Dans ces conditions, comment avoir la conscience tranquille ?

Juste avant d'entrer en guerre contre la Syrie, la France avait prévu d'accueillir ses chrétiens. Nicolas Sarkozy avait commandité un rapport qui préconisait de leur donner facilement asile. Recevant, le 5 septembre 2011, le nouveau patriarche maronite, S. B. Bechara Raï, il lui ordonna péremptoirement commencer à préparer ses valises [2]. Mais la France changea brusquement d'avis lorsqu'elle constata le soutien sans faille des chrétiens syriens à leur pays attaqué de l'étranger [3].

Ils furent donc harcelés, massacrés, chassés de leurs maisons et propriétés dans toutes les villes où la fameuse « opposition armée » est entrée [4], notamment à Raqqa, à Deir ez-Zor, à Alep, à Homs et même à Kassab ? Dans cette ville, grâce au soutien de la France, des États Unis, et de la Turquie, les chrétiens arméniens n'ont-ils pas subi une véritable extermination, au point de se demander si l'on ne voulait pas permettre au gouvernement turc d'achever le génocide initié en 1915 ? [5]

La tâche de « liquider » les chrétiens était partagée entre les différentes factions de ces bandes armées, notamment l'ÉIIL (États islamique d'Irak et de Cham, pour désigner la Syrie) et le front Jabhat el-Nosra (Al-Qaïda), à propos duquel notre ministre des Affaires étrangères n'a-t-il pas hésité à déclarer qu'il faisait « du bon boulot » [6] et que la France a continué à alimenter en munitions après l'avoir fait inscrire sur la liste onusienne des organisations terroristes [7].

En attendant, c'est bien le président Bachar el-Assad en personne, combattu par tous, notamment par Laurent Fabius, qui a veillé au retour des chrétiens à Kassab et à Maaloula, lieux millénaires chargés d'émotion et d'histoire, et a fait en sorte que leurs lieux saints et leurs lieux de culte soient protégés par l'armée arabe syrienne, l'Armée de cette République laïque.

Les chrétiens d'Égypte qui ont subi et subissent encore les assauts sanguinaires des groupes inféodés aux Frères musulmans n'ont eu droit eux non plus à aucune compassion de la part des deux ministres sus-cités, trop occupés à cette époque à applaudir le président déchu Mohamed Morsi suite aux *settings* incessants sur la place Tahrir du Caire.

Laurent Fabius s'ingérant dans les affaires intérieures d'un pays indépendant a appelé à la libération de l'ex-président Mohamed Morsi, le 30 juillet 2013 : « La situation est très critique. Nous appelons au refus de la violence et à la libération des prisonniers politiques, y compris l'ancien président Morsi ».

Pourquoi les coptes égyptiens n'ont-ils pas bénéficié de la même sympathie de la part de Laurent Fabius, au moment où les partisans de Mohamed Morsi les massacraient ? A-t-il plus de compassion pour ceux qui incitent à la violence contre les coptes que pour ceux qui les subissent ?

N'oublions pas les chrétiens palestiniens qui sont empêchés au quotidien dans l'exercice de leur culte, et objet de violence de toute sorte tant de la part de l'armée israélienne que de la part des colons dès lors qu'ils manifestent la moindre velléité de résistance contre l'occupant.

Peut-on oublier que l'on a essayé de déraciner les chrétiens du Liban pendant la guerre qui a débuté en 1975. Le secrétaire d'État US avait proposé de faciliter le transfert des chrétiens vers les États-Unis, le Canada et l'Europe, tandis que le Pentagone avait déplacé un porte-avion au large du Liban pour les transporter, mais ce projet a été refusé par le président Soleimane Frangié qui connaissait le rôle des chrétiens dans la région en général et au Liban en particulier. Et bien entendu, il était hostile à cette notion de « patrie de substitution »...

## Le pourquoi du comment

Y a-t-il d'autres raisons cachées derrière cette déclaration d'apparence trompeuse ?

Cherchons donc les véritables motivations d'un tel effet d'annonce, car de toute évidence, les Irakiens chrétiens ne vont pas tous, ou même en partie, se réfugier en France. Ils n'ont aucune envie de le faire.

Pourquoi s'adresser aux chrétiens d'Irak, alors que seuls ceux de Mossoul sont *a priori* menacés par l'ÉI, et pourquoi maintenant, alors que les menaces sur eux sont exercées depuis des mois, particulièrement depuis l'invasion états-unienne de l'Irak ?

Faut-il rappeler qu'un article paru dans *30 giorni nella Chiesa*, le mensuel du Vatican, en juin 2007, expliquait déjà la situation des chrétiens, notamment dans le quartier à majorité chrétienne de Dora à 10 kilomètres au sud-ouest de la capitale. « Des groupes liés à al Qaïda ont instauré un prétendu "État islamique en Irak" » (le même ÉI) et prélèvent le jizah, l'impôt des infidèles, qui s'élève jusqu'à 200 dollars par an, soit de quoi subvenir aux besoins d'une famille de 6 personnes pendant 1 mois [8].

Certaines familles chrétiennes sont contraintes de donner une de leurs filles en mariage à un musulman pour rester dans ce périmètre. « Une fatwa interdit de porter la croix au cou. Quant aux églises, c'est à coups de grenades qu'elles ont été contraintes d'ôter les croix de leurs coupes et de leurs façades. À la mi-mai, l'église assyrienne de Saint-Georges a été incendiée. » Le 31 octobre 2010, la veille de la Toussaint, 42 personnes ont été tuées et 60 autres blessées dans la cathédrale du Perpétuel Secours de Bagdad. Les deux prêtres ont été tués. La France fut dès lors préoccupée par le sort des chrétiens d'Irak.

Alors pourquoi cette invitation aujourd'hui aux chrétiens d'Irak ? et pourquoi rester évasifs sur le nombre de réfugiés que la France serait susceptible d'accueillir, alors que pour les Syriens encouragés à lutter contre le pouvoir, l'on a accepté d'en accueillir 500 !, ce qui est ridicule par rapport au million d'Irakiens, ou aux près de deux millions de chrétiens syriens.

Oui, pourquoi aujourd'hui, alors que les combats font rage à Gaza ? Alors que les chrétiens de Gaza se sont montrés exemplaires, aidant et accueillant leurs compatriotes musulmans dans leurs logements, leurs écoles, et leurs lieux de culte, y

compris pour leur permettre d'y faire leurs prières.

Laurent Fabius avec sa sincérité habituelle, depuis sa formule « responsable mais pas coupable » [9], dirait qu'il n'y a aucun rapport. La réalité est toute autre. Il faut accélérer un processus déjà engagé qui vise la désintégration des pays laïques du Levant. L'exode forcé n'est proposé comme un devoir de secours que pour masquer ce réel objectif et aggraver une fissure provoquée par les derniers évènements dans cette région.

La France assure une sorte de service après vente d'un projet que les États-Unis et Israël n'arrivent plus à promouvoir : celui d'un « Moyen-Orient élargi », fractionné en micro-États à caractère ethnique ou confessionnel. Le premier de ces États qui verrait le jour serait suivi de tous les autres...

Incontestablement, la politique du président Bush dans la région a réussi une chose : la déstabiliser durablement. Ce constat est bien loin du Moyen-Orient démocratique et pro-occidental que prétendaient promouvoir les États-Unis, et ce bouleversement régional est inspiré d'une stratégie israélienne décrite en 1982 dans le « Plan Yinon » [10]

Ce plan sera également mis en lumière, en 1996, dans le rapport *A Clean Break, A New Strategy for Securing the Realm* (Une rupture propre, une nouvelles stratégie pour sécuriser le Royaume [d'Israël]), destiné au Premier ministre israélien entrant Benjamin Netanyahu, suivi de *Coping with Crumbling States, a Western and Israeli Balance of Power Strategy for the Levant* (Chaperonner des États en ruines : une stratégie occidentale et israélienne d'équilibre des puissances au Levant). Ces documents furent rédigés par Richard Perle (American Enterprise Institute), James Colbert (Jewish Institute for National Security Affairs), Douglas Feith (Feith and Zell Associates), Jonathan Torop (Washington Institute for Near East Policy), David Wurmser et Robert Loewenberg (Institute for Advanced Strategic and Political Studies).

Ce plan prévoyait qu'Israël autoriserait l'usage de son territoire pour déployer les missiles états-unien de la « guerre des étoiles », tandis qu'en retour, Washington devait renverser Saddam Hussein et chasser les Syriens du Liban pour en finir avec le mythe de la

nation arabe. Dans la zone chiite irakienne, un État indépendant devait être constitué et gouverné par une branche de la famille royale jordanienne pour contrer l'influence de la révolution islamique iranienne.

Les choses ne sont pas passées comme les néoconservateurs l'avaient espéré, et la situation a évolué. Le désastre absolu de la guerre contre l'Irak, la fin du nationalisme laïque arabe, et la hausse du prix du pétrole et du gaz ont entraîné de profonds changements dans la région. De Damas à Dubaï, de Tel-Aviv à Téhéran, un nouveau Moyen-Orient se forge, mais il ne ressemble pas au schéma envisagé au départ.

L'ancien Moyen-Orient s'était construit sur les frontières et sur les identités politiques créées par les puissances européennes après la chute de l'Empire ottoman en 1918. Il était mû par un nationalisme laïque d'inspiration européenne qui visait à une modernisation politique et sociale initiée par l'action gouvernementale. Ce type de nationalisme, le « socialisme arabe », a atteint son apogée durant la Guerre froide, quand il pouvait compter sur l'aide militaire, politique et économique de l'Union soviétique.

Tout cela s'est terminé avec l'écroulement de celle-ci. La fin de l'empire soviétique a aussi déclenché de graves crises militaires dans beaucoup de pays arabes car, sans le soutien militaire de l'URSS, les régimes nationalistes ne pouvaient plus moderniser leur armée.

Peu à peu, les régimes nationalistes ont été mis à rude épreuve, créant souvent un vide que sont fréquemment venus combler des acteurs non étatiques. Les exemples de la Libye et de l'Irak sont révélateurs de ces basculements. Les rapports de forces idéologiques et la répartition du pouvoir ont aussi changé, l'islam politique remplaçant la laïcité et intégrant habilement les questions sociales, et un nationalisme anti-occidental.

Certes, ainsi que ces exemples le montrent, « nouveau » ne signifie pas nécessairement « meilleur », mais différent. Quant au changement, il n'implique en rien une solution aux conflits qui sévissent dans la région, ce qui les rend d'autant plus dangereux

que dans le passé.

On a d'ailleurs vu un aspect de cette modernisation en 2006 avec la guerre du Liban qui a opposé Israël et le Hezbollah, au cours de laquelle les tanks Merkava étaient impuissants face aux RPG-29 et aux lance-roquettes Katioucha. Parallèlement, des acteurs non étatiques comme le Hezbollah et le Hamas ont remplacé les armées traditionnelles.

Or, face à ces changements, Israël a cru avancer ses pions pour gagner du terrain, en intervenant sur des théâtres extérieurs nettement plus que par le passé, passant de quelques opérations secrètes et d'assassinats ciblés à des interventions plus poussées sur des terrains qui l'obligent à s'exposer davantage.

C'est ainsi que l'on a vu intervenir l'État hébreu en Irak à travers le Kurdistan afin d'agir des deux côtés de la frontière irako-syrienne [11]. Sa présence est manifeste dans les évènements qui ont traversé la région depuis la Libye jusqu'à l'Égypte, des Émirats Arabes Unis ou du Qatar jusqu'au Liban, bénéficiant de complicités locales et de l'indéfectible soutien US.

Israël semble avoir cru qu'il était possible de réussir là où les États-Unis avaient échoué. On a mobilisé avec l'aide de la Turquie des expéditions frontalières pour occuper des zones complètes en Syrie ou en Irak. En parallèle étaient menées des campagnes de déstabilisation des pouvoirs en place, pourtant légitimes. Le président syrien était déjà traité comme un paria, mais le premier ministre irakien, pour sa part, a subitement été qualifié de despote alors que quelques jours auparavant il était reçu par l'essentiel des chancelleries occidentales.

Il s'agissait d'un contre-feu allumé pour détourner le regard de ce qui devait se passer à Gaza. L'on a cru que l'*Axe de l'espoir* (l'Iran, la Syrie et le Liban à travers le Hezbollah) rejoint par l'*Axe Pékin-Moscou*, avait suffisamment de quoi occuper les diplomates occidentaux avec ce qui se passait en Syrie et Irak. Il fallait donc solder les comptes avec les organisations palestiniennes hostiles aux arrangements que cherche à négocier Mahmoud Abbas, le président sans mandat de l'Autorité palestinienne.



Or depuis quelques semaines, on découvre avec stupeur l'impuissance tant du pouvoir politique que de l'armée israélienne face à la lutte menée par le Hamas, le Jihad Islamique et les autres organisations présentes sur le terrain telles que le FPLP-Commandement Général d'Ahmad Jibril.

Que reste-t-il aux Israéliens qui cherchent malgré leur échec militaire à obtenir une reddition sans conditions des combattants palestiniens, notamment en ce qui concerne la levée du blocus imposé à cette bande de terre d'une superficie de 360 Km<sup>2</sup>, à peine plus de la moitié du plus petit département français, le Territoire de Belfort.

L'invitation française aux chrétiens d'Irak vient donc créer un sujet de polémique locale, mais surtout elle sous-entend que si les Israéliens écrasent les Gazaouis sous les bombardements, cela reste acceptable par rapport à ce que subissent les chrétiens d'Orient amenés à fuir leur pays à cause des islamistes, et l'on encourage l'amalgame fait entre les mouvements de résistance et les mouvements sectaires.

Un militant du Hamas vaut bien un combattant de l'ÉI !, et le raccourci est tout trouvé. Effectivement nombreux sont ceux qui ont manifesté, à juste titre, leur solidarité avec les chrétiens d'Irak, sauf que les victimes de ces groupes djihadistes ne sont pas que des chrétiens, mais également des kurdes, des chiites, des ismaélites, et des sunnites...

Mais les chrétiens d'Irak eux-mêmes ne souscrivent pas à cette vision biaisée des choses. Dans une récente déclaration, un dignitaire chrétien irakien critiquait avec véhémence l'action « humanitaire » des pays occidentaux, qui consiste uniquement à les accueillir en Europe, contribuant ainsi à vider l'Irak de ses chrétiens.

Les chrétiens d'Irak ne tiennent en aucun cas à quitter leur pays, leur patrimoine et leur histoire. Ils sont aussi attachés à chaque pierre d'Irak, de Syrie ou d'Égypte .. , que n'importe quel autre citoyen d'une autre confession. Ils ont été de tous les combats depuis l'Indépendance à nos jours. Ils ont été les premiers à porter les étendards du nationalisme arabe et de la cause palestinienne,

pendant que les émirs du Golfe finançaient, avec la complicité occidentale, ces groupes djihadistes à l'œuvre aujourd'hui.

Messieurs Fabius et Cazeneuve, les chrétiens d'Orient ne veulent pas de votre invitation à s'installer en France, mais en revanche, ils veulent que vous les laissiez en paix...

*André Chamy*

---

[1] « **Décret de l'État islamique (ex-ÉILL) concernant les chrétiens** », *Réseau Voltaire*, 18 juillet 2014.

[2] « **Au crible des informations tendancieuses, la situation en Syrie** », par Mère Agnès-Mariam de la Croix. « **L'Église maronite s'inquiète des intentions de l'Occident** », par Pierre Khalaf. « **Le Patriarche, les catacombes et la "révolution"** », par Mère Agnès-Mariam de la Croix, *Réseau Voltaire*, 1er mai, 12 et 22 septembre 2011.

[3] « **Chrétiens de Syrie : le mensonge organisé des médias français** », par François Belliot, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2013.

[4] « **Kossayr : c'est ainsi que tout a commencé** », par Suha Mustafa, Traduction Said Hilal Alcharifi, *Réseau Voltaire*, 27 mai 2012./

[5] « **L'armée turque aide des mercenaires étrangers à pénétrer en Syrie** », *Réseau Voltaire*, 22 mars 2014.

[6] « **Laurent Fabius prend la défense d'Al-Qaida** », *Réseau Voltaire*, 13 décembre 2012.

[7] Lire l'intervention de l'ambassadeur Jaafari à la fin des débats du Conseil de sécurité : « **Résolution 2165 et débats (aide humanitaire en Syrie)** », *Réseau Voltaire*, 14 juillet 2014.

[8] « **Le persecuzioni del mondo** », par Giovanni Cubeddu, *30 giorni nella Chiesa*, Juin 2007. Le mensuel consacrait alors un dossier à la situation des chrétiens en Irak sous occupation états-unienne. Lire aussi dans le même numéro « **Rimaniamo in questo Paese che è la nostra patria** », entretien du patriarche de Bagdad, S. B. Emmanuel III Delly, avec Giovanni Cubeddu.

[9] En 1984-85, le Centre national français de la transfusion sanguine avait délibérément distribué à des hémophiles du sang contaminé au sida. Accusé d'avoir ordonné ce trafic, qui couta la vie à plusieurs milliers de personnes, de manière à laisser le temps aux Laboratoires Pasteur de finaliser un système de détection, l'ancien Premier ministre de l'époque, Laurent Fabius, fut jugé par la Cour de Justice de la République. Il plaida avoir une responsabilité politique, mais ne pas être coupable pénalement. Selon lui, la décision aurait été prise à son insu par ses plus proches collaborateurs.

[10] « **Stratégie pour Israël dans les années 80**, par Oded Yinon, Kivunim (revue de l'Organisation sioniste mondiale), n° 14, février 1982. **Version française**, traduite par Youssef Aschkar sur le site du Réseau Voltaire.

[11] « **Le "Kurdistan", version israélienne** », par Thierry Meyssan, *Al-Watan/Réseau Voltaire*, 13 juillet 2014.

---

Source : « **Laissez vivre les chrétiens en Orient** », par André Chamy, *Réseau Voltaire*, 31 juillet 2014, [www.voltairenet.org/article184954.html](http://www.voltairenet.org/article184954.html)